



Luxembourg, le 13 SEP. 2024



Monsieur Roland Moes  
41, rue de Holzem  
**L-8355 GARNICH**

**N/Réf.: 2024-000672**

Monsieur,

Je me réfère à votre requête réceptionnée le 7 mai 2024 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour une coupe d'urgence pour cause de bostryche sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Hobscheid, section HB d'Eischen, sous le numéro 1519/1522, au lieu-dit « Jungenbusch ».

Suivant l'article 8 (2) de la loi du 23 août 2023 sur les forêts, aucune autorisation n'est requise pour tout déboisement inférieur à 0,5 hectare, suivi d'une reconstitution du peuplement forestier selon les règles de l'art dans un délai de 3 ans.

### **Informations**

Après la visite des lieux, il a été constaté que sur la parcelle 1519/1522, seuls 36,50 ares sont infestés par le scolyte.

Les modalités d'exploitations sont fixées par la loi du 23 août 2023 sur les forêts et ses règlements d'exécution.

A titre indicatif, pour toute coupe dépassant le volume de 40 m<sup>3</sup>, une notification doit en être faite auprès du Service des forêts de l'Administration de la nature et des forêts (forets@anf.etat.lu) par courrier postal ou voie électronique au plus tard 2 jours ouvrables avant le début des travaux et spécifiée 30 jours après la fin des travaux en indiquant le numéro d'identification, la commune, la section de commune, le lieu-dit, les parcelles cadastrales, les essences, les volumes coupés et la date des travaux.

Conformément à la réglementation sur les chemins forestiers ruraux de la commune de Hobscheid, tout propriétaire/exploitant doit informer l'Administration communale de l'utilisation des chemins ruraux et forestiers.

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

## Recours

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur – Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité



Marianne Mousel  
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-OUEST
- Administration communale de HOBSCHIED